

Le Nouveau **Républicain**

Hebdomadaire Nigérien d'Informations Générales

6ème Année N° 288 du 05 Septembre 2019

Ladan Tchana: le grand retour !



voir confiance en soi .
Des défis historiques énormes, comme hier, se posent aujourd'hui aux Nigériens. Il n'y a plus à tergiverser car le salut n'est plus que dans la lutte et le sacrifice.

Et déjà, le FRDDR annonce les couleurs en appelant à la tribune du congrès du MNR-HANKURI par la voix de Ladan Tchana, les militantes et les militants de l'opposition, et au-delà tous les Nigériens épris de justice, à répondre massivement " à la manifestation du samedi [qu'elle veut] grandiose " .

C'est, il va sans dire, une manifestation qui devra inaugurer les prochaines batailles politiques qui pourraient s'intensifier par les surdités d'un système décidé à marcher sur la tête pour aboutir à ses fins. Le régime peut-il faire face aux prochains ouragans quand il peine à payer des pécules et des salaires, formant à la lisière du pouvoir et des prochaines échéances des vagues et des foules de mécontents ?

Guri System :

Du Détournement à L'oligarchie

Paiement des salaires et pécules des contractuels:

**Niger Poste triche les
enseignants contractuels**



Ladan Tchana: le grand retour !

Le conflit politique au Niger prend chaque jour qui passe de nouvelles ampleurs, rendant compte de la réalité et de la profondeur des malaises. Et alors que le pouvoir perd en crédibilité, il se laisse vivre des illusions que lui donne le ralliement de certains partis qui ne représentent pas 1% de l'électorat nigérien. La Renaissance est dégoûtée et les Nigériens sont en effet nombreux à ne pas se retrouver dans la gestion actuelle des Renaissants qui continuent de brandir le succès de la tenue du sommet de l'UA comme si la réussite de la fête changeait quelque chose dans la vie des Nigériens pourtant toujours problématique. D'ailleurs, pour bien d'analystes, la Renaissance, pour avoir opté pour des investissements de prestige qui ont mis en marge les priorités du pays en trahissant les attentes légitimes des populations éprouvées par neuf années de roublardise et d'insouciance politiques, s'est éloigné du peuple et de ses préoccupations légitimes. En vérité, si ce n'est les gros bétons construits ostentatoirement dans la ville et qui, plus, souvent appartiennent au capital étranger, le régime d'Issoufou Mahamadou, n'a pas de bilan à faire valoir auprès du peuple : ils ont divisé et opposé les Nigériens, dynamité la cohésion nationale, et c'est le grand mal ! Les campagnes se paupérisent et la misère prend racine dans la ville. Les colères sont pour ces motifs réelles et profondes dans le pays et cela fait longtemps que le mal couve quand même, la société civile, s'étant essayée sur le terrain des luttes, a dû en être déçu, les populations ne pouvant la suivre en répondant, comme elle l'attendait légitimement, à ses appels à la mobilisation. Cette situation incompréhensible dans un pays qui vit pourtant mal avec des injustices et des politiques antisociales, a finalement eu raison - en tout cas en apparence - de l'ardeur combattante des acteurs de la société civile qui avaient, en guise de représailles de la part du pouvoir des socialistes connus les pires persécutions, et ce jusqu'à la prison, envoyés pour moisir dans le goulag du système au nom de motifs farfelus pour lesquels, s'il y avait quelques pertinences à persécuter, beaucoup de ses militants auraient été des abonnés des prisons du pays car, peut-on s'en souvenir, moult fois ils appelaient les Nigériens à manifester, souvent par la désobéissance civile, si ce n'est carrément d'appeler l'armée à ne pas obéir à un " ordre manifestement illégal ". Mais pourquoi donc la société civile ne rassemble pas même avec des motifs défendables et unanimement partagés dans le peuple ? N'est-elle plus crédible ? Pourquoi s'en méfie-t-on ? Est-elle, elle aussi, sournoise ?

Le pays rumine des douleurs exacerbées par les paroles de socialistes qui ne savent pas souvent parler et qui, par leurs arrogances, avaient fini par faire monter les tensions dans le pays, rendant impossible tout rapprochement entre les forces politiques qui gouvernent et celles qui s'opposent comme si ces dernières, détestées dans leur rôle, ne devaient plus avoir le droit de s'opposer dans la démocratie.

Un pouvoir qui s'affaiblit
La Renaissance n'a plus ses vieilles fougues car un contexte a changé et elle sait qu'elle ne pouvait



plus avoir les mêmes complaisances par lesquelles, sous le regard complice de certains partenaires, elle avait carte blanche à déployer toute la violence politique que l'on avait connue pour brutaliser les hommes, les élections et les lois de la république afin d'asseoir son pouvoir, un pouvoir souffrant pourtant de légitimité. Des partis et non des moindres ont fini par s'en éloigner car on a beau aimer soutenir, lorsqu'on se rend compte que l'on ne cultive que du faux et l'injustice, du gangstérisme économique, l'on peut que se raviser par patriotisme surtout lorsqu'on tient à son pays et à son mieux-être, à un peuple qu'on ne peut trahir. On a beau aimer soutenir ces socialistes, parce qu'ils ne sont pas loyaux et respectueux de l'autre, l'on ne peut que prendre ses distances avec eux. Combien sont-ils d'ailleurs ces partis et ces hommes qui, soutenant, sont rongés par des rancœurs et des déceptions profondes, incapables de divorce et de retour ? Le parti d'Ibrahim Yacoubou et celui d'Omar Hamidou dit Ladan Tchana, eux avaient fini par claquer la porte de l'alliance au pouvoir pour rejoindre courageusement l'opposition, fragilisant du coup une MRN faite de bric et de broc et dont on avait la certitude qu'elle ne saurait plus longtemps résister aux chocs et à l'arrogance de leur allié principal qui n'a jamais su respecter un autre. Ce n'est d'ailleurs pas le sieur Bazoum qui disait à qui voulait l'entendre qu'ils " n'avaient appelé personne " et que les gens étaient venus d'eux-mêmes, incapables de résilience comme eux l'auraient fait pendant des années dans une opposition assumée ? Peut-être, même dit avec arrogance, a-t-il raison de faire la morale à ces Seini et consorts qu'une envie de manger a exposé à la turpitude. Peut-être

aussi que Seini Oumarou avait fini par le comprendre pour sortir aussitôt de la MRN et créer l'APR, mais tout en restant dans le système pour soutenir " le président de la République " et avoir une main dans la gamelle. C'est pourquoi, il n'y a pas que des partis politiques à se décevoir des relations avec le PNDS. Les militants de la majorité sont en effet nombreux, aussi bien au PNDS qu'au sein des partis de l'alliance, à ne plus avoir le cœur à la Renaissance. C'est d'autant vrai que l'on sait également que des crises irréductibles minent intérieurement le parti de Bazoum Mohamed que celui-ci, par sa personnalité controversée, ne peut aujourd'hui rassurer et rassembler.

En considérant un Extérieur qui a commencé depuis de longs mois par douter, des partis qui sont partis, s'affranchissant du tutorat des socialistes et du désenchantement des militants de l'alliance du fait d'une gestion clanique et familiale du pouvoir qui ostracise bien de fervents militants qui avaient pourtant trop cru, l'on se rend compte à quel point le pouvoir des socialistes est devenu depuis peu vulnérable. L'opposition a sans doute compris cela pour se rendre compte que le moment est désormais opportun, surtout au moment où les enjeux d'une succession et d'une alternance, redistribuent les cartes, et dans l'incertitude des combinaisons encore peu lisibles, tous sont tentés de se repositionner, d'autant que les deux têtes du PNDS - Bazoum Mohamed et Salou Djibo - complexifient le jeu duquel le président sortant ne peut pas facilement se tirer d'affaire car désormais, pris en tenaille entre ses devoirs de gratitude envers son parti et ses compagnons politiques et sur les risques du parjure, avec aussi en même temps son

devoir de probité pour tenir, selon la version du deal, à honorer une parole donnée et ne pas trahir un contrat que l'on le soupçonne d'avoir avec celui à qui, pour nombre d'analystes, il doit le pouvoir.

Dans ce contexte de fragilité d'un pouvoir qui s'effraie des conditions inquiétantes de sa fin prochaine inévitable, l'Opposition, se réveille, consciente de ses atouts et de ses forces, et notamment de ses forces nouvelles dans une conjoncture qui lui est favorable. Empêtré dans ses contradictions, le PNDS a perdu aujourd'hui un pilier important de son système avec Hassoumi Massaoudou qu'il a choisi de sacrifier pour "tromper" Bazoum alors même que l'ancien ministre des Finances tant par l'esprit que par les cynismes qu'il est capable d'assumer, est irremplaçable pour le système qui doit souffrir de sa mise en quarantaine d'autant qu'aucune réhabilitation de l'homme humilié ne pourrait le ramener à jouer pour des camarades ingrats d'aussi graves sales boulots.

Le réveil ?

Face au processus électoral qui se dégrade de jour en jour, l'opposition sort de ses mutismes pour faire entendre sa voix. Et comme on peut le deviner, l'heure est aujourd'hui grave. Et c'est une voix "nouvelle" qui prend, profitant de la tribune offerte au congrès du MNRD-HANHURI ; la parole du FRDDR. Depuis sa brouille avec le régime qu'il a fini par quitter, déçu d'un système qui ne veut écouter personne, Omar Hamidou dit Ladan Tchana, s'est mis en retrait sans occuper l'espace médiatique. Mais depuis l'anniversaire du Moden Fa Lumana où il présentait ses excuses à Hama Amadou et aux militants de son parti politique, vivant les remords d'une incompréhension qui l'avait poussé à s'éloigner d'un parti dont il avait été sans conteste un des bâtisseurs, l'on savait qu'il n'était pas loin de se rapprocher de ses anciens amis. L'on peut d'ailleurs se rappeler que gauchement, certains titraient qu'il regagnait le "bercaïl". Allez savoir la connotation

Après les amabilités à l'adresse de la classe politique, majorité et opposition que la personnalité consensuelle du très démocrate Mamane Ousmane a pu rassembler pour honorer son congrès, le président d'Amen Amine n'a pas hésité à indexer un pouvoir qui ne peut se rendre compte à quel point il fait du mal et détruit une démocratie acquise au prix du sang des enfants du pays. On découvre le même combattant de la démocratie et de la liberté, encore et toujours puissant dans sa voix et dans sa réflexion, plus que jamais déterminé à reprendre sa place dans une opposition dont il saisit la noblesse du combat et la justesse des prises de position. Il n'y a donc plus à se voiler la face : l'heure de se déterminer a sonné. Aussi, rappelle-t-il que même étant avec le système en d'autres temps, avec son "jeune frère Ibrahim Yacoubou", ils n'avaient cessé de rappeler à leurs partenaires d'alors, les risques auxquels ils exposaient le pays s'ils devraient continuer à s'entêter à conduire le processus à leur seule convenance. C'est pourquoi, fier de la mobilisation exceptionnelle des militants de Hankuri, Ladan Tchana leur rend hommage, eux " [] qui [ont] préféré la lutte à la mangeoire, [eux] qui [ont] préféré la lutte à l'obéissance". Comme on peut le deviner, pour l'ancien ministre des mines, l'heure du combat a enfin sonné pour les Nigériens et pour tous les

démocrates sincères. Aussi pour justifier la nécessité et l'urgence des prochaines luttes, il met à nue tout le complot qui se trame sous la houlette d'une CENI aux ordres qui ne peut faire l'unanimité.

La CENI et le code électoral, les péchés originels

C'est sans ambages qu'il s'attaque tout de suite et avec véhémence au processus électoral, disant tout le mal qu'il pense de la manière cavalière par laquelle la Renaissance voudrait imposer des élections aux Nigériens. Aussi dira-t-il, "La CENI et le code électoral sont contraires à notre dignité" comme pour montrer à quel point, il leur est impossible de regarder faire et donc d'accepter en l'état les conditions dans lesquelles le gouvernement de Brigi Rafini prépare les prochaines élections générales qui ne peuvent qu'être tronquées. S'adressant en langue "aux amis du PNDS et à ceux d'Issoufou Mahamadou", Omar Hamidou Tchana leur rappelle qu' : "On ne fait pas de la politique comme ça", les appelant à être justes dans leur manière de gérer le pays. Il fallait donc se départir de ces calculs pour vouloir conserver coûte que coûte le pouvoir et ce pour en faire ce qu'on veut, non pour travailler au bonheur des Nigériens en répondant à leurs attentes. L'alternance, si elle ne devrait pas se passer dans de bonnes conditions risquerait de plonger le pays dans des déchirements inutiles, dans des situations incontrôlables qui peuvent rattraper un homme qui peut au moins savoir négocier sa retraite politique avec son peuple qui ne saurait lui pardonner de plonger le pays, par des entêtements, dans des situations difficiles lorsqu'il ne peut provoquer le dialogue entre les filles et les fils du pays. Aussi appelle-t-il, les "amis" à savoir "accompagner [le président sortant] dans sa sortie digne" qui ne saurait se faire que par la tenue d'élections justes et crédibles. Tout autre forcing ne peut être chargé que de périls graves pour le pays et pour sa démocratie. Peut-il d'ailleurs se rappeler de cette phrase qu'il prononçait il y a quelques jours devant François Soudan de Jeune Afrique : "Si les chefs d'Etat ne donnent pas l'exemple, [le bon exemple], qui le fera à leur place ?". En tout cas, le FRDDR, par la voix de Ladan Tchana, prévient que les choses ne se passeront plus comme avant, déterminée à imposer au régime le respect scrupuleux des normes électorales qui ont toujours fait consensus dans le pays. Il est alors catégorique : "On n'acceptera pas qu'on nous vole notre victoire". Et pour motiver son engagement, l'Opposition ne manque pas d'appréhensions qui justifient ses extrémismes. Comment d'ailleurs ne pas douter du processus lorsque, fait-il observer, "Bien de juridictions ne peuvent être crédibles quand des militants notoirement connus du PNDS en sont les membres, sinon les responsables et que dans un cas bien connu, notamment de la Cour Constitutionnelle, une démission du parti, ne saurait constituer à elle seule un gage de probité et de neutralité dans le rôle de juge électoral ; "quand le ministre de l'intérieur va fabriquer un fichier à sa guise". Il y a franchement de quoi être méfiant. C'en est d'ailleurs le cas pour la CENI dont les membres tout aussi douteux, ne peuvent faire confiance. Comment ne pas refuser et le code et la CENI quand, ainsi que le rapporte le président d'Amen-Amine, "[] des proches du système disent ne

pas être d'accord avec la conduite actuelle du processus électoral". Face à une telle exploitation à ciel ouvert du processus électoral de la part d'hommes qui ont peur de répondre de leurs actes, se demande Ladan, interloqué : "qu'avons-nous à faire si ce n'est de lutter pour faire changer ce code électoral inique, taillé sur mesure ?". On ne peut donc pas accorder du crédit à ces professions de foi surtout quand elles viennent de personnes qui avaient dit que des élections tropicalisées seraient leur échec personnel et qui, pour autant, n'avaient jamais agi pour empêcher que ne se tiennent de telles élections qu'ils avaient pourtant fini par saluer dès lors qu'elles consacrent, par le hold-up, leur reconduction au pouvoir. Faut-il d'ailleurs si béatement aller dormir sur ses lauriers quand, se plaignant, Ladan Tchana dit : "On nous dit que les élections seront propres et crédibles, quand le président de la CENI dine avec le ministre de l'intérieur, quand le président de la CENI travaille dans le même cabinet du conseiller juridique du président de la République". Pour l'ex-allié de la Renaissance, il y a de quoi ne pas se surprendre de la profonde aversion des Nigériens en général et de la classe politique en particulier pour la manière non consensuelle par laquelle le processus se conduit aujourd'hui, notamment dans le mépris d'une frange importante des partis politiques, toute chose pour laquelle, Kiishin Kasa avait jugé utile d'interpeller la CEDEAO pour agir avant le pire qui se profile à l'horizon. Dans ces conditions, il n'est que normal de comprendre "Le rejet unanime de ce code électoral par la classe politique qui va aujourd'hui au-delà de l'opposition". Et si la Renaissance n'a pas peur, pourquoi, refuser vaille que vaille de créer les conditions pour un jeu transparent qui fasse triompher le meilleur de tous ? Sans doute, sait-elle qu'elle n'est pas ce meilleur. De quel droit d'ailleurs la Renaissance peut-elle tamiser pour décider de qui doit ou ne doit pas se présenter aux élections ? Le Niger est-il devenu son domaine privé, un territoire conquis ?

Rappel et regrets :

Et Omar Hamidou dit Ladan Tchana est d'autant indigné que ce congrès dans cet espace, lui rappelle des souvenirs de combats récents qu'il croyait avoir fait prendre conscience à tous et notamment à amener la classe politique à comprendre que rien ne saurait l'excuser de retomber dans l'intolérance politique, pour ramener les mêmes crises, surtout sur les mêmes sujets. Aussi se rappelle-t-il des luttes de la "CFDR avec à l'époque le PNDS qui refuse aujourd'hui, non sans surprendre, tout dialogue et tout consensus nécessaire, pour s'entendre sur un code électoral, taillé alors sur mesure pour un agenda qui n'est plus un secret pour personne.

Et parce que malgré leurs efforts restés vains - Ibrahim Yacoubou et Omar Hamidou dit Ladan Tchana - à raisonner les camarades, le président d'Amen-Amine comprend qu'il n'y a plus que la lutte qui s'impose à l'opposition, à tous les Nigériens pour récupérer un pays et sa démocratie. C'est pourquoi, après avoir situé des responsabilités face à un blocage voulu par les régnants, l'intervenant qui a ravi la vedette aux autres invités du congrès, a fait cet appel historique au FRDDR et à ses militants.

Au front, FRDDR

Ladan Tchana ne passe pas par la langue de bois
(Suite page 4)

pour dire à l'opposition et aux Nigériens qu'encore une fois, hélas, le pays est à la croisée des chemins et les Nigériens ne peuvent se dérober - et les militants du FRDDR au premier chef - à leurs responsabilités historiques. Il appelle à leur conscience leur devoir de résistance : " Vous savez, insiste-t-il, le pouvoir ne se donne pas, il se prend ", il s'arrache eut-on ajouté. Et ce n'est pas impossible car, rappelle-t-il, en d'autres temps, et notamment avec la CFDR, s'ils avaient triomphé, " C'est parce que nous nous sommes mobilisés, c'est parce que nous sommes allés vers les militants, c'est parce que notre cause était juste ". Il faut alors se remobiliser et mobiliser les troupes pour une cause tout aussi noble que celle de la justice et de l'égalité, de la démocratie et de la vérité.

Avoir confiance en soi

Des défis historiques énormes, comme hier, se posent aujourd'hui aux Nigériens. Il n'y a plus à tergiverser car le salut n'est plus que dans la lutte et le sacrifice. Et déjà, le FRDDR annonce les couleurs en appelant à la tribune du congrès du MNR-HANKURI par la voix de Ladan Tchana, les militantes et les militants de l'opposition, et au-delà tous les Nigériens épris de justice, à répondre massivement " à la manifestation du samedi [qu'elle veut] grandiose ". C'est, il va sans dire, une manifestation qui devra inaugurer les prochaines batailles politiques qui pourraient s'intensifier par les surdités d'un système décidé à marcher sur la tête pour aboutir à ses fins. Le régime peut-il faire face aux prochains ouragans quand il peine à payer des pécules et des salaires, formant à la lisière du pouvoir et des prochaines échéances des vagues et des foules de mécontents ?

Sidé par ce comportement qui surprend lorsqu'il vient de la part de personnes qui n'ont jamais rien cédé tant que c'est pour qu'on parvienne à un consensus qui préserve des scrutins apaisés et prévient des conflits électoraux, le porte-voix du FRDDR, s'interroge : Où allons-nous ? Dans quel pays sommes-nous ? ". Et c'est vrai, le Niger est aujourd'hui méconnaissable, comme ces socialistes aux gueules bavardes qui ne devraient croire en rien. En tout cas pas à la démocratie ! Mais alors pourquoi, le refusent-ils aujourd'hui, pourquoi refusent-ils que les Nigériens s'entendent sur les règles du jeu pour laisser au peuple nigérien souverain le droit d'arbitrer et de trancher le débat par la tenue d'élections inclusives et justes ? Ne se font-ils plus confiance ? Se savent-ils perdants dans une élection transparente ?

En finissant son intervention, Ladan Tchana exalte les troupes, les appelant à l'éveil, au réveil, au sursaut patriotique pour libérer le pays et sa démocratie, pris en otage par une camarilla cupide et arrogante qui n'a eu de projet que de s'enrichir sur le dos du peuple. Face à une telle situation, il avertit : " Nous n'accepterons pas cela ". Il en est d'autant convaincu qu'il rassure qu'ils ont "[] l'ADN de la lutte dans [leur] sang " et surtout qu'" [ils sont] des combattants " convaincus et qui ne reculeront devant rien et personne.

Et ce cri de guerre avait retenti dans la salle du congrès : " Debout camarades, hurlait-il, nous allons nous battre jusqu'à ce que la vérité se fasse et nous vaincrons ".

Et une parole a séduit

Des ouragans nouveaux se lèvent dans le ciel politique. Demain, un jour nouveau et grave !

ISAK.

Guri System :

Du Détournement à L'oligarchie

Sous le règne du Guri system, le Niger est devenu pour certains hommes politiques africains et européens, le lieu géométrique des opérations de micmacs.

Aucun conflit ne peut être réglé sans qu'Issoufou Mahamadou n'y ajoute son grain, sans qu'il ne convoque à Niamey les belligérants. Je ne suis pas " guriste " et je n'ai nullement l'intention de le devenir. D'ailleurs, la plupart de ceux qui se réclament du " Guri system " ne le font que pour pouvoir " manger aussi ". Ils chantaient Baba Tandja à perdre le souffle ; aujourd'hui ils chantent Issoufou Mahamadou avec la même ardeur. Ce sont les vrais prototypes des militants alimentaires ; ceux qui n'admettent de convictions que celles de leurs intérêts individuels ; ceux qui ont transféré leur cerveau et tout leur être dans leur ventre. Pour eux, il n'y a que le ventre et seulement le ventre qui compte.

Neuf années seulement de pouvoir nous ont révélé que le champ politique nigérien est plein de ces " militants alimentaires ". Autant dans le camp du parti au pouvoir que dans celui de l'opposition. Il n'y a qu'à voir interpréter les multiples scènes de " retour dans la famille " et les professions de foi des " démocrates de dernière heure ". C'est vrai, pendant une décennie, ces " princes " qui nous gouvernent ont inoculé à bien des nigériens la peur : la peur de l'ouverture, la peur de la souffrance. Je maintiens que le " Guri system " est pire que la dictature. Il a donné la preuve qu'il est incapable de se reformer, il ne sait qu'être raide, monolithique et " totalitairement " redoutable. Or, tant qu'il ne se sera pas converti sincèrement à la démocratie, rien ne sera sûr pour notre pays. Plus on criera ordre, République, paix, plus on armera des nigériens contre d'autres, plus on s'éloignera des valeurs auxquelles on fait hypocritement allégeance.

Le " Guri system " a permis à de nombreux caciques de devenir des milliardaires en s'adonnant au détournement de deniers publics. Là où le bât blesse, c'est que, outre le



détournement de deniers publics le pouvoir ramène une vieille pratique : l'oligarchie. C'est ainsi que dans une même famille la mère est ministre, le père conseiller à la Présidence de la République, le fils Directeur Général d'une société étatique.

Le pire serait le chantage. A bas l'injustice sociale ! Qui voit " manze ", quiconque est loin ne peut voir !

Mais la démocratie est expression plurielle et non fermeture des bouches avec des " tais-toi " conjugués à tous les temps. L'argent partagé ou le sang commun sont les instruments privilégiés de notre " totalitarisme ". C'est la seule histoire qu'il connaisse quand il se détache des attachements indéfectibles et inconditionnels. Ce n'est pas parce qu'on a été ancien sorcier qu'on ne doit plus adhérer à une nouvelle religion.

Dan Mallam

Probable interdiction de la marche de l'opposition

L'opposition politique nigérienne regroupée au sein du Front pour la restauration de la démocratie et la défense de la République (FDDR) projette d'organiser le dimanche 8 septembre prochain, une marche suivie de meeting pour dit-elle, dénoncer, les violations répétées des lois et règlement de la République par le pouvoir en place. C'était au cours d'une déclaration rendue publique la semaine dernière. Cette marche qui fait appel à, non seulement les acteurs politiques, mais aussi, aux citoyens soucieux de la préservation des acquis démocratiques, risque fort d'être interdite par les responsables de la région de Niamey. En effet, d'après de sources concordantes, les responsables de la région évoquent le motif de risque de troubles graves à l'ordre public. D'après la même source, la manifestation du 8 septembre prochain, peut être reporté à une date ultérieure, le temps de prendre des dispositions nécessaires liées à son encadrement. L'opposition de son côté indique qu'elle n'a pas été officiellement saisi de cette décision. Alors, si toutefois, la marche du dimanche prochain est interdite, qu'est-ce qui empêcherait aux autorités, de le faire connaître à temps, au Front pour la restauration de la démocratie et la défense de la République (FDDR) afin que des dispositions soient prises pour ne pas engager certaines dépenses inutiles ? Mais de l'avis de certains acteurs politiques, si les autorités retiennent encore dans leurs mains l'acte décisionnel interdisant la marche de l'opposition, ce n'est rien d'autre que de l'empêcher de faire recours aux juridictions compétentes à temps. Quoi qu'il en soit, le report imposé de la marche du FDDR s'il vient de se confirmer, rendra davantage délétère le climat politique qui, depuis des mois, reste à désirer. Les deux camps, n'arrivent plus à s'entendre autour de la loi électorale. Les choses vont de mal en pire, au pont ou

l'opposition politique a décidé de porter plainte contre le ministre en charge de l'organisation des élections et candidat du PNDS monsieur Bazoum Mohamed, pour l'élection présidentielle de 2021. Les responsables de la plainte, lui reprochent d'avoir usé des biens publics et attributs de l'Etat à des fins personnelles, à l'issue d'une tournée qu'il a effectuée il y a quelques jours à l'intérieur du pays. La pétition nationale lancée pour cette cause, continue de recevoir des signatures de partout. Et c'est ce qui fait peut être peur aux autorités régionales, craignant que les manifestants débordent et sortent du cadre de la marche. La situation politique actuelle est suivie de trop près, même par les chrétiens du pays. Pour preuve, le dimanche 1er septembre 2019, les chrétiens tout bord confondu, ont intercéder en faveur du pays par des prières, pour un retour au calme, à la sérénité, à l'unité et à la cohésion sociale. Dans la mesure où les opposants indiquent qu'il s'agit d'une simple marche suivie de meeting comme toutes les autres marches antérieures conformément aux lois de la République, les autorités devaient les croire sur parole, afin de les permettre de marcher, au risque d'aggraver pour rien le climat politique. Et comme ils l'ont si bien dit, la marche suivie de meeting, a pour but, de dénoncer ce qu'ils appellent, la mal gouvernance, la liquidation des acquis démocratiques, le code électoral taillé sur mesure ou encore, une Commission électorale maison rose. Au cas où la marche serait interdite par le pouvoir, l'opposition politique doit faire preuve de soumission, de sagesse, afin de se conformer à la volonté du pouvoir afin d'éviter des tiraillements improductifs. De ce fait, l'opposition peut à nouveau sans tambour ni trompette, introduire une seconde requête. Ce n'est pas un acte de faiblesse, bien au contraire.

Dan Tessaoua

Communiqué de presse du Président de la Commission de l'Union Africaine suite aux violences constatées en Afrique du Sud
Moussa Faki Mahamat souhaite que des réparations soient accordées aux victimes

Il vous souviendra que des manifestations contre des travailleurs étrangers ont fait cinq (5) morts dimanche dernier en Afrique du Sud. Pourtant, des informations faisant état de ces manifestations barbares avaient bondées les réseaux sociaux sans pour que les autorités sud africaines ne prennent de dispositions nécessaires pour prévenir ce drame. En tout cas, plusieurs acteurs de la société civile de ce pays, affirmaient que l'annonce de la manifestation contre les étrangers accusés de voler le travail des sud africains dans un pays ou le chômage affecte plus de 50% de la jeunesse, circulait bel et bien sur les réseaux sociaux. Mais en réalité c'est que depuis plusieurs semaines, des incidents se sont éclatés dans le pays. Dimanche dernier dans la capitale,

Le communiqué est libellé comme suit

Adis Abeba, 3 septembre 2019,

Le Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, condamne avec la plus grande fermeté les actes de violence commis en Afrique du Sud contre des ressortissants de pays africains incluant le pillage et la destruction de leurs biens. Tout en saluant les mesures déjà prises par les autorités sud africaines notamment les arrestations de certains criminels, le Président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki, appelle à ce que des mesures préventives soient prises pour protéger la vie des personnes

des échauffements ont éclatés entre les taximen et les fumeurs de nyaope (héroïne). L'un de leurs avait trouvé la mort. C'est ainsi que la rage s'est tournée vers les étrangers et à pris la forme de pillage de magasins et de violences. La bataille rangée entre commerçants étrangers et les natifs s'est déclenché dans presque toute la ville, occasionnant malheureusement la mort de 5 étrangers et de plusieurs blessés dans un état grave. Choqué de la scène, le Président de la Commission de l'Union Africaine Faki Moussa Mahamat s'est exprimé à travers un communiqué de presse rendu publique par les sévices de la communication de l'Union Africaine.

et leurs biens, veiller à ce que les auteurs de ces actes soient traduits en justice et que des réparations soient accordées aux victimes. Le Président de la Commission de l'Union Africaine, réitère l'engagement continu de la Commission de l'Union Africaine à travailler avec le gouvernement sud africain pour s'attaquer aux causes profondes de ces actes afin de promouvoir la paix ; la concorde et la solidarité africaine.

Signé.

Le Président de la Commission de l'UA
Moussa Faki Mahamat

Paiement des salaires et pécules des contractuels:

Niger Poste triche les enseignants contractuels

Dans une déclaration en date du 30 août 2019, les enseignants contractuels réunis au sein d'un collectif des syndicats, ont condamné la pratique malsaine de Niger Poste qui par la tricherie les impose d'épargner on ne sait pour quelle motif, la somme de trois mille (3000francs) CFA par contractuel et par mois.

Voici l'intégralité de la déclaration rendue publique

Nous syndicats du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle et technique réunis en session extraordinaire, ce jour vendredi 30 août 2019 afin d'examiner le paiement des salaires et pécules des enseignants contractuels par NIGER POSTE rendons publique la déclaration dont la teneur suit :Le collectif rappelle que les enseignants contractuels ont été débarqués à Niger poste par le gouvernement de la 7ème République sous le fallacieux prétexte d'une part d'assainir le fichier du paiement des contractuels afin de maîtriser la masse salariale ; d'autre part de pouvoir payer à terme échu ces enseignants ; et enfin d'améliorer la gestion du temps scolaire Mais hélas, force est de constater qu' après dix(10) mois nous sommes loin très loin des objectifs assignés à ce calamiteux et scandaleux transfert du paiement des enseignants contractuels à Niger Poste .En effet pour le paiement à terme échu des pécules des contractuels recherché, la bourgeoisie au pouvoir, demeure incapable d'honorer un tel objectif, comme l'atteste le retard



dans le paiement des pécules pour les camarades de Maradi et de Zinder qui attendent à la date d'aujourd'hui celui du mois de juillet 2019 .Quelle gouvernance ! Quelle discrimination ! Et quelle injustice ! Envers les enseignants et leurs organisations syndicales.Le collectif des syndicats d'enseignants signataires de la présente déclaration constate avec amertume que Niger Poste affiche un mépris pour les enseignants contractuels qui se manifeste par le non-respect des engagements pris entre autre les frais de tenue de compte initialement proposés à cinq cent francs passant à mille quatre cent quarante francs sans raisons véritables. Comme si cela ne suffisait pas, les responsables de Niger poste n'ont pas trouvé mieux que de nous imposer une épargne mensuelle forcée de trois mille francs et cela dès la fin du mois d'août, considérant de ce fait les enseignants contractuels comme des vaches à lait visant à enrichir des personnes à travers cette opération de NIGER POSTE :Face à tous ces

mauvais traitements dont sommes victimes les enseignants contractuels, le gouvernement à travers les ministères des Finances et de l'Education restent insensibles et deviennent de ce fait complice d'un Niger Poste en perte de vitesse et aux abois. Ainsi Le collectif des syndicats d'enseignants comprend aisément que l'école ne constitue pas une préoccupation pour cette bourgeoisie parasitaire aux affaires au Niger. C'est pour toutes ces raisons que nous, syndicats signataires de la présente déclaration exigeons des autorités de la 7ème République : L'annulation de la décision unilatérale de Niger Poste de forcer les enseignants contractuels à épargner trois mille francs (3000 F) CFA à partir du mois d'août 2019 ; Le retrait sans condition de Niger Poste de tous les enseignants contractuels du secteur de l'éducation afin de leur permettre d'adhérer aux institutions financières de leurs choix. Nous, syndicats signataires de la présente déclaration, mettons en garde le Gouvernement à travers Niger Poste contre toute tentative forcée à l'encontre de nos aspirations, liberté des travailleurs et rendons le Gouvernement seul et unique responsable de tout ce qui adviendra.

Ont signé :

**FSES /FPT SYNACEB SNEB SYNAFCES
 UPES/N/**

**OumorouSoumanaSamailaMaigaAliou
 Hassan**

Jariri Labo Seydou Sémassa

Environnement

Niamey capitale de lutte contre le réchauffement climatique au sahel

Le Président de la République, Issoufou Mahamadou, a présidé le lundi 2 septembre 2019 à Niamey, l'ouverture officielle du sommet des Chefs d'Etats de dix-sept (17) pays du sahel. Cette rencontre de grande envergure, vise essentiellement la validation du Plan d'investissement climatique estimé à 400 milliards de dollars américains, soit, un peu plus de 350 milliards d'Euros pour une période de 144 mois, soit au total, 12 années. Selon le ministre nigérien en charge des questions climatiques, le Plan d'investissement climatique 2018-2030, est la traduction des engagements des différents Etats concernés au sujet notamment de l'Accord de Paris portant sur les questions de réchauffement climatique. Monsieur Almoustapha

Garba devait ensuite, souligné que ledit Accord, comprend un vaste programme prioritaire, axé sur un certain nombre de projets porteurs d'espoir, et qui visent la réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre. Ce sont des projets a-t-il poursuivi, qui permettront aux populations de l'espace cible, de s'adapter au réchauffement climatique " Nous continuons à payer les conséquences d'une situation dont nous sommes loin d'être responsables C'est pourquoi, le Plan d'urgence évalué à 1,3 milliards de dollars a été soumis le 4 septembre aux partenaires extérieurs du Sahel à l'issue d'une table ronde organisée pour la circonstance. ", c'est ce qu'a déploré tout d'abord le Président de la République lors de son discours

d'ouverture du sommet. Evoquant au passage les conséquences néfastes du réchauffement climatique, Issoufou Mahamadou a martelé que la naissance de Boko Haram, est directement liée au dérèglement climatique avant d'alerter que la zone sahéenne, sera probablement une des principales régions d'origine des 250 millions de migrants attendus en 2050 au plan mondial. Actuellement, la région du Sahel, abrite plus de 500 millions d'habitants pour un espace de 10 millions de Km². Cette zone est très vulnérable notamment face au changement climatique, ce qui du reste fragilise d'après les experts de la rencontre, les écosystèmes et les conditions de vie des populations. Ce dernier temps, les conséquences du réchauffement climatique faut-il le

rappeler, sont responsable de la modification du volume pluviométrique, l'avancée du désert, la raréfaction de l'eau, les sécheresses récurrentes ou encore, la raréfaction du pâturage. Le réchauffement climatique appelé réchauffement planétaire, dérèglement climatique ou encore, le réchauffement global, est le phénomène d'augmentation des températures moyennes océaniques et de l'air, induit par la quantité de chaleur piégée à la surface terrestre, mesurée depuis plusieurs décennies, du fait des émissions de gaz à effet de serre. A ce jour, plusieurs experts attribuent au réchauffement climatique la fonte estivale de plus en plus importante des glaces situées aux pôles et en altitude, la montée du niveau des océans. **D.T**

Situation des inondations 2019

Plus de 69 000 personnes sinistrées dont 40 décès

Ces chiffres ont été annoncés par le ministre nigérien de l'action humanitaire, et de la gestion des catastrophes naturelles, M. Lawan Magagi, à l'occasion d'une conférence animée à son cabinet pour la circonstance. C'était le mardi 03 septembre dernier, en présence de la presse locale.

Selon les chiffres annoncés par le ministre, sur l'ensemble du pays, 69 381 personnes sont touchées par les inondations. Ainsi, la situation par la région se présente comme suit : la région de Maradi est la plus touchée avec 1 666 ménages concernés dont 17 534 personnes sinistrées, en suite la région de Zinder avec 14 036 personnes sinistrées ; Agadez quant à elle enregistre 12 897 personnes sinistrées ; la région de Dosso présente 11 231 personnes sinistrées, Tillabéri 5 766 personnes sinistrées, Niamey présente un bilan de 2 947 personnes sinistrées. Pour la région de Diffa c'est 2 842 personnes sinistrées, et enfin Tahoua qui est la moins touchée avec 2 128 personnes sinistrées.

Il faut ajouter que, le barrage et le périmètre d'Anaker (Tahoua), mini-barrage de Chaladabo (Maradi), le périmètre et le barrage de Kassama (Zinder) sont sérieusement menacés.

D'après le ministre en charge de l'action humanitaire, cette année la crue du fleuve sera spéciale. Il s'agit d'une crue soudaine dite crue locale consécutive aux eaux charriées par les affluents du fleuve Niger notamment la Sirba et le Gorouol. Le ministre ajoute que : " Depuis une semaine cette crue est montée en moyen de 10 cm par jour avant d'atteindre la cote d'alerte rouge qui est 620 cm le 30 aout 2019. " Avant de rappeler qu'en 50 ans, cette cote n'a été atteinte qu'en 2012, occasionnant d'importants dégâts et des pertes en



vies humaines. Le ministre de poursuivre que " cette année la cote est allée jusqu'à 638 cm, jamais enregistrée à Niamey, mais Dieu merci les dégâts ont été moindres sur les habitations et les populations.

S'agissant des Aménagements Hydro agricoles (AHA), le ministre en charge de l'action humanitaire a indiqué que les comités de gestion ont enregistré des dégâts notamment, au niveau de certaines zones telles, celles de AHA, de Saguia amont, Saguia Aval et Kirkissoye complétement inondés. Et les AHA de Karey Gorou, Ndounga 1 et 3, Say 1 et 2, Karma, Koutoukalé, Namardé, Liboré, Lata et Saga qui sont sérieusement menacés.

A cette occasion, le ministre Lawan Magagi a attiré l'attention des populations riveraines et des autorités locales des régions de Tillabéri, Niamey et Dosso, à

augmenter la vigilance et la prudence face au risque imminent d'une autre crue dans les prochains jours à cause de la lâchée d'eau du Barrage de Sélingué au Mali.

En réponse, soutient le ministre, le Gouvernement a débloqué 2 870 tonnes de vivres ; et les Partenaires ont placés et distribués 1198 kits sur un besoin de 8624 kits NFI.

" Cette année on est à 1/3 des prévisions des dégâts et du nombre de personnes supposées être impactées par les inondations (200 000). Et à cette date on enregistre 50% du nombre de sinistrés en moins par rapport à 2018 " ; a annoncé le ministre. Notons que, cette crue a été contenue grâce aux efforts des populations riveraines, des autorités locales, des partenaires techniques qui ont accompagné les comités mis en place par le Gouvernement.

" Le Nigérien "

Cette année la météo avait prédit que de fortes pluies allaient tomber sur le territoire nigérien. Convaincus nous sommes, de cette prévision faite par les professionnels de la météorologie. Et ce, parce qu'il n'est à l'heure actuelle un secret pour personne, les dégâts qu'ont pu occasionner ces fortes pluies. A Bilma par exemple les habitants de la zone disent n'avoir jamais connu de pluie semblable à celle du 21 Août, celle qui a justement causé l'effondrement de 32 maisons et de graves blessures à deux individus. A cela s'ajoute le cas d'Agadez qui a provoqué la mort de quatre individus. Hormis ces deux localités, nombreuses sont celles qui ont connu de pareils sorts telles les régions de Niamey et de Tillabéri pour ne citer que celles-là. A l'heure actuelle nombre de familles ne savent là où aller, celles qui ont été dévastées par les inondations. Celles-ci tentent d'être dispatchées en morceau dans certains établissements publics. Et cela fait pitié ! Dommage pour nos dirigeants ! Ce phénomène nous l'avons beaucoup connu mais jamais des précautions n'ont été prises. C'est chaque fois les mêmes rites. Ils attendent que les conséquences d'un phénomène dont ils ont connaissance se produisent pour agir. Est-ce le médecin après la mort ? N'a-t-on pas coutume de dire que mieux vaut prévenir que guérir. "S'il faut toujours fuir ses responsabilités on finira jamais de connaître ce qui est pire que le fait de les assumer". Malheureusement c'est à cette allure que ceux sur qui comptent les nigériens vont. Dans l'une de nos récentes parutions, nous avions dans la même rubrique : "le nigérien" où il était question du Paludisme dans ce numéro souligner que si "les nigériens attendent le soutien du gouvernement pour lutter contre cette maladie, il va falloir que ces derniers crévent pour qu'ensuite ce gouvernement agisse. Face à de telles épreuves parmi tant d'autres auxquelles sont soumis les nigériens, de quoi pouvons-nous qualifier nos dirigeants. Ceux sur qui le peuple compte pour prospérer. Chers dirigeants, un peu de sérieux !

Ibrahim Maïga

Le Nouveau Républicain

Hebdomadaire Nigérien d'informations générales

NIF: 46 352/S Tél: +227 96 89 94 84
Email mail lenouveaurepublicain@yahoo.com

Directeur de Publication

Ibrahim Maïga Amadou
Cel: 99 19 39 87

Rédaction:

Service Commercial & Publicité:

Hassane Djibo
94 94 63 61

Conception & Composition:

Républicain

Tirage:

8 pages 1.000 exemplaires
sur les presses de la GIN BP: 383 NY

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DAKAR, SENEGAL, LE 18 JUILLET 2019 TRACE & CANAL + LANCENT




Disponible sur le Canal 99 des Bouquets CANAL+ jusqu'au 15 Octobre et ensuite sur le Canal 131

LA NOUVELLE CHAÎNE DE TÉLÉVISION DÉDIÉE AUX MUSIQUES ET AUX CULTURES DU SÉNÉGAL, DU MALI, DE LA GUINÉE CONAKRY ET DE LA GAMBIE.

TRACE AFRIKORA offre de la visibilité aux artistes de référence du Sénégal et de la région comme Youssou N'dour, Viviane Chidid, Salif Keita, Oumou Sangaré, Baaba Maal, Coumba Gawlo, Ismael Lo, Daara J, PBS, Didier Awadi, ou Mory Kanté et met aussi à l'honneur la nouvelle génération afro-urbaine représentée par Sidiki Diabaté, Kandia Kora, Pape Diouf, Azaya, Samantha Diamond, Wally Seck, Guiss, Leuz Diwane, Safary et bien d'autres.

TRACE AFRIKORA est la chaîne de tous les fans de Mbalax, Yéla, Wassoulou et de sons afro-urbains comme le Rap, la Trap, l'Afrobeat, le Reggae, le Dance Hall, et l'Afropop version sénégalaise.

UNE INCROYABLE PRODUCTION MUSICALE - Avec plus de 53 millions d'habitants, le Sénégal, le Mali, la Guinée Conakry et la Gambie forment un incroyable vivier musical avec une identité culturelle forte et unique qui nécessite une chaîne de télévision dédiée qui sera aussi ouverte aux artistes des Diasporas de ces pays comme Akon, Booba, Amadou et Mariam, Aya Nakamura, MC Solaar ou Black M avec leurs titres qui cartonnent localement.

COMBLER UN MANQUE - Pour autant, jusqu'à aujourd'hui, il n'existait aucun média télé, local et global, consacré à cette richesse musicale et qui soit disponible non seulement en Afrique mais dans le monde entier.

En lançant la chaîne "TRACE AFRIKORA", TRACE, le média leader de la culture afro-urbaine, répond à cette demande.

TRACE AFRIKORA, est un outil de rayonnement des musiques sénégalaises, maliennes, guinéennes et gambiennes contemporaines dans toute leur diversité.

TRACE AFRIKORA offre un contenu éditorial premium disponible en deux langues (Wolof et Français) et une programmation des meilleurs clips vidéo, des concerts, des hits, des news culturelles et des documentaires exclusifs sur les artistes et la culture de la région.

Olivier Laouchez, PDG du groupe TRACE,

"Le Sénégal a récemment ouvert - à Dakar et pour le Monde - un musée pour célébrer la richesse des Civilisations Noires. TRACE AFRIKORA s'inscrit dans cette dynamique de célébration en mettant à l'honneur la richesse des artistes, des musiques et des cultures du Sénégal et de la région. C'est aussi une preuve de plus de la proximité de TRACE et de CANAL +, notre partenaire distributeur, avec les publics et artistes africains. Avec nos équipes locales, dirigées par Amadou Faye, nous sommes fiers de pouvoir apporter notre contribution au rayonnement culturel du Sénégal et de la région."

DIFFUSION - Dès aujourd'hui, TRACE AFRIKORA est disponible dans toute l'Afrique francophone subsaharienne sur les bouquets de CANAL+ CANAL 99.

TRACE AFRIKORA sera aussi disponible, dans le monde entier, sur le service de streaming TRACE Play (www.traceplay.tv) à partir du 23 Septembre 2019.

A PROPOS DE TRACE

TRACE est un groupe multimédia (TV, radio, digital, mobile, événements, studio) spécialisé sur la thématique des musiques et du divertissement afro-urbain. Les médias TRACE sont présents dans plus de 160 pays avec des positions de leader en Afrique, dans la Caraïbe, dans l'Océan indien, en Angleterre et en France. TRACE offre une visibilité à des artistes afro-urbains et permet de révéler leurs talents localement et au monde entier.

A PROPOS DE CANAL + AFRIQUE

CANAL+ est présent sur le continent depuis plus de 25 ans et couvre à ce jour plus de 25 pays à travers 13 filiales et plus de 50 partenaires et distributeurs. Avec son offre LES BOUQUETS CANAL+ (plus de 200 chaînes, radios et services), le groupe est le premier opérateur de télévision payante par satellite en Afrique francophone et compte plus de quatre millions d'abonnés. CANAL+ édite 13 chaînes premium pour le continent.

Contact TRACE

Sénégal - Amadou Faye - Directeur Général - afaye@trace.tv
Groupe - Wilfried Assi - SVP Marketing & Communication - wassi@trace.tv

Contact CANAL + SENEGAL

Maimouna.Toukara - Responsable Communications - maimouna.toukara@canal-plus.com

Grande Imprimerie du Niger

RCCM-NI-NIA-584-NIF 11715/R

Bp : 383 - Tél. : +227 20 73 30 91 - 96 86 33 33 Niamey-Niger

POUR TOUS VOS TRAVAUX EN IMPRIMERIE

- Flyers
- Cartes de visite
- Dépliants - Plaquettes
- Brochures - Magazines
- Affiches
- Autocollant professionnel
- Etiquette adhésive
- Autocollant grand format
- Bâches
- Banderoles
- Blocs notes
- Calendriers
- Carnets de tickets
- Cartes de correspondance
- Cartes plastique - Tour de cou
- Badge
- Cartes postales
- Chemises à rabats
- Étiquette non adhésive perforée
- Enveloppes
- Lettres à en tête
- Liasse Carnet autocopiant
- Magnets
- Marque pages
- Menus
- Panneaux
- Panneaux immo
- Papier cadeau
- Papier journal
- Plaque amalgame
- Plaque métal



BP : 383 Ny - Tél. 20 73 30 91 / 91 17 77 77 / 96 86 33 33 Quartier Terminus, couloir en face de l'ex SONIDEP

Un accueil, une écoute et un conseil pour chaque client